

NIGER
GUINÉE-BISSAU
AFRIQUE
DU SUD
BURKINA FASO
CIDESSCO



L'agriculture nigérienne et la crise du Sahel

LE Niger mise sur son agriculture » titrait *Le Monde* en date du 24 avril 1987. Provocation, ironie, humour noir ? Sans doute un peu de tout cela, car Eric Fottorino énumère dans son article quelques-unes des sévères contraintes auxquelles ce pays est exposé : sécheresses, famines, dépendance à l'égard du géant nigérian voisin. Il souligne aussi l'asphyxie d'une économie surendettée, privée de ressources d'exportation, étouffée par l'omniprésence de l'État. Mais on reste loin du compte et les problèmes de fond de l'agriculture nigérienne auraient sans doute mérité d'être posés avec plus de netteté.

Le cas du Niger n'est pas fondamentalement distinct de celui de l'ensemble des pays de la zone sahélienne. Il prend même valeur

d'exemple du fait de la stabilité de ses institutions politiques et de la relative efficacité de son administration. Les traits excessifs — incurie des responsables, corruption, insécurité — qui, ailleurs, occupent parfois le devant de la scène sont ici pratiquement absents. Seules s'imposent, irréductibles, les pesanteurs d'une géographie, d'une histoire politique et sociale, d'une économie. S'il est un pays qui permet de faire prendre conscience des réalités de la condition sahélienne, c'est bien le Niger. Parmi ces réalités, celles qui ont trait à l'agriculture — et plus largement encore à tout ce qui concerne l'exploitation de l'environnement naturel — permettent de mesurer, mieux que toute autre, l'ampleur du problème.

Comment évoquer cette question en quelques phrases sans la

dénaturer ? Comment simplifier sans tomber dans le simplisme ? Le danger est grand. Il n'est pas nouveau. Dès que l'opinion publique a découvert le Sahel — lors de la dramatique famine de 1973/74 — les clichés bien contrastés ont commencé à fleurir. Pour les uns, fatalité d'un sous-développement imposé par une nature hostile et une démographie galopante. Pour les autres, aboutissement extrême du pillage colonial et néo-colonial. Jusqu'au début des années 80, les ouvrages, les articles, les séminaires se multipliaient (1) mais aujourd'hui, sans doute essouffés par les débats qui les opposent depuis plus de dix ans, ceux qui ont à connaître des réalités de terrain demeurent bien discrets devant la crise grave qui frappe à nouveau le Sahel. Il faut dire qu'ils sont revenus des certitudes tranchées qui les animaient naguère. Ils ont pris conscience de la complexité des faits et un certain désenchantement a conduit ceux qui ne veulent pas baisser les bras à fuir les réflexions générales et à reporter leurs efforts vers un engagement au ras du sol qui privilégie la recherche d'une efficacité palpable et immédiate : creuser des puits, apporter une aide alimentaire ou sanitaire, diffuser des techniques de culture simples. D'où la place grandissante des petits projets, des actions de recherche-développement, du bricolage de la technologie appropriée. D'où, aussi, le rôle croissant des Organisations non gouvernementales et le foisonnement des initiatives privées. Les grands appareils de développement, comme la Banque mondiale dont les échecs sont patents, sont tenus en suspicion et, eux-mêmes, s'interrogent sur la pertinence de leur approche —

regardant du côté des ONG pour y chercher quelque inspiration (2).

A défaut de théorie, une réflexion d'ensemble est cependant possible, qui soit indépendante de toute idéologie et se nourrisse au contraire des observations collectées au cours de la décennie passée (3). Brièvement présenté, le cas du Niger peut illustrer la possibilité de concilier la reconnaissance de la complexité et l'exigence d'une cohérence de l'analyse. Ce pays connaît en effet une menace permanente sur son équilibre alimentaire. Certes, en matière de productions agricoles comme de besoins vivriers, il est impossible de s'appuyer sur des estimations parfaitement fiables. Les données varient selon les sources et selon les conclusions que les uns et les autres veulent défendre : telle année sera présentée à chaud comme déficitaire dans un discours politique destiné à mobiliser l'aide internationale, mais on la trouvera notée ultérieurement comme excédentaire dans un récapitulatif du ministère du Plan. En recoupant

(1) On peut citer quelques titres : Comité information Sahel, *Qui se nourrit de la famine au Sahel*, Maspero, 1974 ; J. Copans (ed.), *Sécheresses et famines du Sahel*, Maspero, 1975 ; D. Dalby et al. (eds), *Drought in Africa*, International African Institute, 1977 ; R. Franke et B. Chasin, *Seeds of Famine : Ecological Destruction and the Development Dilemma in the West African Sahel*, Alhambheld Osmun, 1980.

(2) C'était net, en particulier, lors de l'Atelier organisé en juin 1986 à Oslo par la Banque mondiale sur le thème de la désertification et de la gestion des ressources renouvelables au Sahel.

(3) A travers le comité « Lutte contre l'aridité en milieu tropical », la Délégation à la recherche scientifique et technique (France) a notamment financé une importante série de programmes de terrain multidisciplinaires dans les pays de la zone sahélienne.

diverses sources (4), on peut toutefois établir une chronologie : en douze ans (de 1973 à 1984), le Niger a connu 5 années de déficit avéré (1973, 74, 75, 76, 84), une année notoirement excédentaire (1981) et, le reste du temps, un équilibre précaire marqué par une grande irrégularité de situation d'un point à l'autre du territoire national. Si l'on tient compte du fait qu'à partir de 1973 la culture arachidière s'est effondrée au profit des cultures céréalières — améliorant le bilan vivrier, mais supprimant la principale ressource agricole d'exportation — on voit difficilement comment le Niger pourrait miser sur son agriculture pour assurer son développement. On est au contraire en droit de se demander comment ce secteur d'activités sera tout simplement en mesure d'assurer la survie du monde rural dans les années qui viennent. Il y a en fait une crise grave et profonde dont on peut, schématiquement, situer les manifestations sur trois plans : l'écologie, l'économie, les structures sociales et politiques.

Un déséquilibre écologique majeur

Une formule choc le résume : la désertification. L'image véhiculée par la presse est celle d'une avancée inexorable du Sahara, dont les sables viendraient submerger les cultures et les lieux habités. La réalité est tout autre, à la fois moins cataclysmique et plus complexe. En effet, aujourd'hui rien n'atteste l'occurrence d'une phase de véritable aridification, dont l'ampleur serait comparable à celles que le Sahara a connues dans un passé lointain. En revanche, l'existence d'un épisode de déficit pluviométrique

de d'une ampleur exceptionnelle se confirme dans l'ensemble de la zone sahélienne. L'évolution du débit du fleuve Niger — qui résume l'évolution des précipitations sur une immense superficie — en apporte l'évidence (5). On ne peut donc plus, comme on était tenté de le faire il y a dix ans, négliger l'impact de la sécheresse et faire de celle-ci un simple révélateur de causes plus essentielles. Le régime des pluies est, en lui-même, partie prenante dans la faiblesse répétée des niveaux de production et dans les dégâts subis par la végétation naturelle.

Le déséquilibre écologique envisagé dans toute son ampleur a toutefois bien d'autres composantes. La plus importante d'entre elles est sans doute l'intensification incessante de l'exploitation des ressources naturelles. En termes concrets, cela signifie qu'au fil des décennies écoulées, il a fallu tirer du milieu environnant des volumes sans cesse accrus de production animale et végétale. Le premier rapprochement qui vient à l'esprit, lorsque l'on évoque ce phénomène, est celui de la croissance démographique : toujours plus de bouches à nourrir signifie une augmentation constante des besoins alimentaires. On ne peut, comme certains sont tentés de le faire (6), écarter d'un revers de main l'argument démographique : le taux de croissance annuel de la population nigérienne est de 2,7 %. Ne serait-ce que pour répondre à

(4) *Marchés tropicaux et méditerranéens, Quarterly Economic Review, FAO monthly Bulletin of statistics.*

(5) B. Billon, « Le Niger à Niamey. Décrue et étiage 85 », *Cahiers de l'ORS-TOM*, sér. hydrologie, 1984-1985.

(6) En particulier Franke et Chasin, *op. cit.*

cette seule exigence, le secteur agricole doit doubler sa production tous les 25 ans. Il y est à peu près parvenu jusqu'ici, mais dans quelles conditions ?

C'est alors qu'intervient un autre facteur sans l'action duquel les effets de la croissance démographique eussent pu être très différents. Il s'agit de l'impact de l'économie de traite, organisée de telle sorte que tout l'argent introduit lors de l'achat aux paysans des produits de la terre en ressorte le plus rapidement possible, sous forme d'impôts ou par le biais du commerce des biens manufacturés. La mise en place d'un tel mécanisme est passée par la diffusion des cultures commerciales (arachide, coton), par la multiplication des besoins de consommation nouveaux, ainsi que par l'effondrement de l'artisanat et des réseaux traditionnels d'échange. Cette situation s'est prolongée jusqu'au milieu des années 70, accompagnée d'une dévaluation des termes de l'échange entre denrées agricoles et biens industriels, ainsi que d'une augmentation continue de la pression fiscale. Ses effets sur le fonctionnement des sociétés locales ont été profonds et multiples (7). On retiendra ici la quasi-impossibilité d'entreprendre les investissements nécessaires à une amélioration de la productivité agricole. L'augmentation de la production n'a donc pu se réaliser que par une extension continue des superficies cultivées. C'est ce que confirme l'étude des photographies aériennes quand elle montre, dans un département du Niger, qu'entre 1957 et 1975 l'étendue des terres en culture s'est accrue dans les mêmes proportions que les effectifs de population (8).

La situation qui découle aujourd'hui de cette évolution est

très grave et, bien plus que dans la sécheresse dont on peut espérer qu'elle sera temporaire, c'est là que se situe le danger majeur pour l'avenir de l'agriculture nigérienne. La conjonction de ces phénomènes conduit en effet à une baisse des rendements agricoles, à un accroissement de la vulnérabilité aux aléas pluviométriques, à une exposition toujours plus grande d'un sol dénudé à la violence de l'érosion éolienne. Enchaînement fatal dont la logique dépasse les faibles possibilités de réaction des populations rurales dont on accuse parfois bien inconsidérément l'archaïsme des pratiques ou l'inertie des mentalités.

Au Niger, comme ailleurs au Sahel, c'est cela la désertification : un déséquilibre profond des relations entre les hommes et leur milieu — aggravé par la sécheresse actuelle, certes, mais fruit surtout d'une longue histoire où s'entremêlent les phénomènes sociaux et les mécanismes naturels.

Le poids des contraintes macro-économiques

Nous avons évoqué la part qu'un certain type d'économie marchande a pu avoir dans le déclenchement de la crise actuelle. Reprenons le processus à son début et essayons de résumer très simplement ses implications.

(7) Cl. Raynaud, Circulation monétaire et évolution des structures socio-économiques chez les Haoussas du Niger, *Africa*, 47 (2), 1977.

(8) L. Stigliano, *L'Occupation du sol dans le département de Maradi (1957-1975)*, Université de Bordeaux II, 1980 ; GRID, *Synthèse des recherches sur le département de Maradi*, Université de Bordeaux II, 1987.

Au Niger, comme ailleurs en Afrique, les sociétés précoloniales étaient loin de présenter un visage idyllique : l'esclavage y sévissait au même titre que la tyrannie des plus forts et les violences de la guerre. Ce que l'on peut dire en revanche, c'est qu'en leur sein, les biens et les richesses étaient gérés, circulaient de manière à assurer la pérennité des institutions, ainsi que la reproduction physique des personnes. Les stocks vivriers constitués par le père de famille ou par le chef politique permettaient à leurs dépendants de survivre. Les prestations en nature ou en travail renforçaient la suprématie hiérarchique de ceux qui en étaient les destinataires — tout en les engageant en retour dans un devoir de protection. Les dons qui s'échangeaient entre groupes familiaux nouaient ou renforçaient des alliances horizontales. Les transactions marchandes elles-mêmes, réalisées sous forme de troc ou avec l'intermédiaire des cauris, ne parvenaient que difficilement à s'abstraire du cadre des rapports sociaux. A travers ces solidarités, ces soumissions, ces complémentarités, c'est l'ensemble d'une logique sociale qui a pu se perpétuer à travers les siècles.

Le système de la traite créa à cet égard une situation radicalement nouvelle, assujettissant la circulation des richesses à des exigences étrangères aux objectifs internes des sociétés rurales — la plus importante d'entre elles étant l'ouverture de débouchés pour les productions industrielles. La course après un argent rare devint ainsi le principal souci de chacun, faisant passer au second plan les solidarités anciennes et créant les conditions d'une forte compétition interindividuelle. Ce fut le point de départ d'un affaiblissement accéléré des institutions et

d'une désagrégation des communautés sociales. Or ceci intervint au moment même où, avec la raréfaction de l'espace, la nécessité d'une gestion concertée des ressources naturelles se faisait plus pressante que jamais. Telle qu'elle s'est déroulée historiquement, l'introduction de la monnaie dans les économies traditionnelles a représenté un processus de domination et non pas une simple modernisation de structures archaïques. Cela ne signifie évidemment pas qu'un retour en arrière soit envisageable. Au contraire, l'ouverture des systèmes de production paysans sur l'extérieur répond maintenant à une nécessité interne. L'équilibre rompu des relations hommes/milieu ne peut être restauré qu'à partir de nouvelles bases, c'est-à-dire en faisant appel, au moins partiellement, à des éléments extérieurs aux écosystèmes locaux : fertilisants, outils améliorant la productivité du travail, nouveau matériel végétal. Une mutation des pratiques techniques est devenue nécessaire et elle ne peut se faire sans une participation accrue au marché — non plus seulement, comme par le passé, en vue de l'écoulement de la production et de l'approvisionnement en biens de consommation, mais aussi pour l'accès aux moyens de production.

Pour la dynamique sociale des communautés paysannes, comme pour le fonctionnement de leur système technique de production, le rôle du marché se révèle donc aujourd'hui déterminant. C'est dire le rôle fondamental joué par les mécanismes de prix dans leur évolution. Un simple rappel à cet égard : le kilo de mil valait au Niger 13 F CFA en 1949 et seulement 12,5 en 1971 ; l'arachide, 22 F CFA en 1955 contre 21 en 1971. Pendant la même période, les

prix du tissu, du sucre, du pétrole, de l'engrais, des outils de culture ne cessaient de croître, tandis que la pression fiscale devenait insupportable (9). Comment comprendre l'éclatement des structures de parenté (les chefs de famille ne pouvant plus faire face à leurs obligations économiques) et l'inertie des techniques de production, sans référence à cet effondrement de la valeur d'échange des denrées agricoles ? A partir de 1975, après le choc de la famine de 1973/74 et avec la très forte diminution des impôts, on assista à un renversement de tendance. Les prix agricoles se trouvèrent multipliés grosso modo par dix et les moyens de production modernes reçurent des subventions : alors qu'on devait vendre l'équivalent de trois tonnes de mil en 1970 pour acquérir une charrette à traction bovine, il ne fallait plus qu'une seule tonne dix ans après. Pour un sac d'engrais, l'évolution a été de 560 à 75 kilos (10). Ces conditions nouvelles ont permis à l'investissement agricole de démarquer là où l'organisation des circuits d'approvisionnement le rendait possible mais, malheureusement, on assiste aujourd'hui à un nouveau revirement : recul de l'aide apportée aux prix du matériel agricole, baisse drastique du cours du mil (retombé jusqu'à 30 F CFA le kilo en 1986). Les perspectives s'assombrissent de nouveau.

Il est incontestable que le cours des produits agricoles est difficile à maîtriser. Les tentatives de limitation de la spéculation par la création d'un Office des produits vivriers se sont soldées par un échec (11). La perméabilité de la frontière nigériane rend en outre très difficile l'élaboration d'une politique nationale indépendante (12). C'est ainsi qu'en 1987, le soutien

du prix de l'arachide au Niger a attiré massivement la production des villages nigériens, voisins de la frontière. De la même manière, on peut sans doute expliquer pour une large part la baisse actuelle du prix du mil par l'importance des entrées de céréales — licites ou occultes — remontant du sud. Soulignons enfin qu'il ne faut pas ignorer les effets pervers de l'aide alimentaire, souvent déphasée par rapport aux périodes de crise, et qui vient réduire les débouchés de la production locale, hypothéquant involontairement ses capacités de redressement. C'est ainsi qu'en 1986, alors que la récolte de céréales était globalement satisfaisante, les organismes caritatifs continuaient à introduire au Niger des tonnages de vivres importants.

Le poids des contraintes du marché marque bien les limites d'une approche par « petits projets », dont l'efficacité tient souvent à la protection artificielle dont ils entourent les quelques localités où ils interviennent. On ne peut durablement faire fi de l'environnement macro-économique, car c'est lui qui détermine dans une très large mesure la capacité des communautés paysannes à répondre aux défis auxquels elles se trouvent confrontées. On voit combien le discours souvent paternaliste et moralisateur

(9) Cl. Raynaud, *art. cit.*

(10) E. Grégoire et Cl. Raynaud, *Présentation générale du département de Maradi*, Université de Bordeaux II, 1980.

(11) Y. Proux et al., *La Sécurité et la stabilité de l'approvisionnement céréalier au Niger*, Agence canadienne de développement, 1983.

(12) J. Collins, « The Clandestine Movement of Groundnuts across the Niger-Nigeria Boundary », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 10, 1976 ; J. Egg, *Stratégie à long terme pour le Niger. Mission d'appui sur le thème : le Nigeria et la stratégie alimentaire du Niger*, INRAN, mai 1987, multigr.

qui est tenu à propos du monde rural — vaincre les traditions ancestrales, créer une dynamique de progrès, miser sur l'énergie de la jeunesse — est hors de propos face à la réalité de sociétés qui sont déjà pleinement engagées dans l'économie mondiale, mais à une place qui ne leur laisse que de faibles chances de succès.

La dynamique conflictuelle des rapports sociaux

Les approches un peu mécanistes de l'écologie et de l'économie font une place insuffisante à la dynamique des stratégies sociales et à l'ampleur des bouleversements culturels. Bien des faits que nous avons notés jusqu'ici peuvent pourtant se lire comme autant d'éléments d'un processus de constitution de l'État national. Si les mécanismes de drainage du produit de la force de travail paysanne se sont initialement mis en place dans le cadre d'une économie coloniale, ils sont restés cependant relativement modérés jusqu'à l'indépendance. Les recommandations des gouverneurs quant aux dangers d'une progression incontrôlée de la culture arachidière, le niveau assez faible de la pression fiscale, les freins mis par l'administration à l'appétit des maisons de commerce peuvent en témoigner. A partir de 1960, au contraire, tout l'effort fut mis sur le développement des cultures d'exportation et sur l'organisation de leur commercialisation. L'arachide et le coton apportaient pratiquement les seules recettes d'exportation du pays, et c'est grâce à elles qu'a pu s'amorcer la constitution d'une bureaucratie administrative et politique ainsi que d'une petite bourgeoisie commerçante. Les recet-

tes fiscales, l'écart entre le prix payé aux producteurs et le prix de vente à l'étranger, le blocage des ristournes des coopératives, les parts de marché réservées aux négociants nationaux, voici quelques-uns des moyens classiques par lesquels, au Niger comme ailleurs au Sahel, a pu être captée la rente des cultures commerciales. Au tout début des années 70, les rapports entre la classe dirigeante et le monde paysan étaient d'une évidence proche de la caricature. L'impôt connaissait alors son plus haut niveau (1 500 F CFA par imposable, soit l'équivalent de plus de 100 kilos de mil), la production arachidière atteignait des tonnages records (près de 300 000 tonnes), mais son prix était au plus bas (21 F CFA le kilo). Pendant les deux mois de la traite, toute l'énergie de l'administration se mobilisait pour canaliser la production vers les marchés officiels, tandis que les autorités politiques recouraient à tous les procédés en vue d'accélérer la rentrée des impôts. Il n'était pas rare de voir des pères de famille enchaînés et battus pour ne s'être pas acquittés à temps de leurs obligations fiscales, et des chefs de villages emprisonnés parce qu'ils n'avaient pas su obtenir de leurs administrés les sommes qui leur étaient réclamées. Nombreux étaient les agriculteurs qui se trouvaient contraints de vendre leurs réserves vivrières ou même leurs champs pour se procurer l'argent que l'on exigeait d'eux. Certains désertaient leur village et fuyaient au Nigeria. C'était le spectacle d'une violence prédatrice qui s'étalait ainsi au grand jour et, dans sa grande majorité, la paysannerie exangue n'avait guère d'autre perspective que d'essayer de subsister au quotidien.

C'est ce contexte de désarroi et

de misère qui explique en partie le mouvement de fuite en avant dans l'exploitation extensive du milieu, qui prit naissance à cette époque et déboucha sur les désordres écologiques rappelés plus haut. C'est lui, également, qui permet de comprendre les transformations accélérées des structures traditionnelles, minées par des stratégies individuelles de survie. Le coup d'État militaire intervint en avril 1974, au point culminant de la crise, et porta au pouvoir le lieutenant-colonel Seyni Kountché. Cet événement faisait suite à une longue période de troubles au sein du milieu étudiant et d'une partie de l'intelligentsia nationale (les enseignants notamment). Il avait sans doute pour but tout autant de résoudre les contradictions internes de la classe dominante que de rétablir des rapports plus justes et plus équilibrés avec le monde paysan. Un changement de cap était d'ailleurs en préparation par le régime de l'époque, et le renversement d'Hamani Diori intervint juste quelques jours avant la tenue d'un congrès du Parti unique PPN-RDA qui devait entériner une nouvelle politique plus soucieuse des réalités villageoises. Ce pouvoir, miné par ses propres tensions, aurait-il eu les moyens de passer à l'acte ? Rien n'est moins sûr. A travers ce projet néanmoins, une autre ère s'annonçait déjà, ouverte par l'exploitation de l'uranium et les perspectives de cours élevés dont bénéficiait ce minerai au lendemain du premier choc pétrolier.

En 1975 et 1976, les impôts des villageois et des éleveurs furent pratiquement supprimés. Dans le même temps, la culture arachidière s'effondrait sans que l'État fit rien pour la relever — l'objectif déclaré étant devenu l'autosuffisance ali-

mentaire. Désormais, ce n'était plus de la production agricole que la classe dirigeante attendait les moyens de se reproduire et de se renforcer, mais de la rente issue de l'uranium. Une période de répit débuta pour le monde paysan — sans que l'on puisse parler de prospérité, car la faiblesse des précipitations et l'ampleur des déséquilibres écologiques continuèrent à peser sur les niveaux de production. Par ailleurs, avec le développement des recettes de l'uranium, le Niger devenait un pays solvable et économiquement crédible. Les aides extérieures se firent dès lors plus nombreuses. Plusieurs programmes importants de développement rural virent le jour. De vastes perspectives d'aménagement hydro-agricole furent tracées, notamment pour les terrasses du fleuve Niger dont on prévoyait de mettre en culture 200 000 hectares, grâce à la construction du barrage de Kandadji — aujourd'hui reportée. Des projets de développement de la productivité en agriculture sous pluie furent lancés dans la plus grande partie de la zone agricole. Plusieurs vastes programmes d'amélioration de l'élevage furent mis sur pied plus au nord. On ne dispose d'aucune évaluation d'ensemble des résultats obtenus, mais le désenchantement domine aujourd'hui aussi bien chez les bailleurs de fonds que chez les responsables nigériens. Les sommes dépensées semblent avoir souvent servi à entretenir une bureaucratie lourde et inefficace, ainsi qu'à stimuler la construction, les activités commerciales et le petit artisanat dans les villes où ces projets avaient leur centre. En revanche, les retombées observées au niveau des villages sont généralement loin d'être à la hauteur des sommes investies. Au bout du compte, tout semble donc

s'être passé comme si, depuis dix ans, la fonction du paysannat et de la crise profonde de l'agriculture avait été de fournir un justificatif à l'octroi de l'aide internationale, une partie importante de celle-ci se trouvant captée au bénéfice de la classe dirigeante et de la petite bourgeoisie urbaine. Avec la chute dramatique des revenus de l'uranium depuis le début des années 80, on peut craindre que ce soit de plus en plus sur cette base que s'organisent les rapports au sein de la nation, détournant ainsi durablement de ses objectifs l'effort financier qui est fait en direction du monde rural.

Si la prise en compte de ces processus socio-politiques globaux peut aider à introduire une cohérence dans l'analyse des systèmes ruraux, il ne faut pas ignorer non plus les dynamiques internes au sein des sociétés locales elles-mêmes. Ce sont ces mouvements qui donnent sa substance à une histoire que l'on ne saurait réduire de façon mécanique au jeu des impulsions économiques et politiques imposées de l'extérieur. Contrairement à l'image qui a cours le plus souvent, le monde rural sahélien ne demeure pas passif face aux modifications de son environnement. Il se transforme, ajuste et innove chaque fois qu'il est en mesure de le faire.

Sur le plan technique, des comportements nouveaux font leur apparition, notamment en ce qui concerne une meilleure utilisation des ressources naturelles et une intensification des pratiques agricoles. Toutefois ces changements ne représentent que l'écume de l'ensemble des transformations actuellement en cours. C'est, en effet, un véritable bouleversement des rapports sociaux qui se produit au sein de la société paysanne. Pour

simplifier, on dira que le phénomène majeur en est l'apparition de formes nouvelles d'inégalités qui ne doivent que peu de choses aux hiérarchies anciennes, mais qui reposent essentiellement sur le jeu des mécanismes marchands. A cet égard, l'apparition d'un marché de la terre et du travail (saliariat agricole) aura joué un rôle absolument déterminant. On entend souvent parler des communautés paysannes de base, de la nécessité de promouvoir leur développement autocentré, comme si le monde rural nigérien constituait une entité homogène sur le plan économique et social. Les travaux de terrain montrent cependant qu'on en est bien loin et que les collectivités villageoises sont partagées par de fortes disparités (13). Si l'on n'y rencontre pas de paysans sans terre, beaucoup n'ont cependant que trop peu de champs et de trop mauvaise qualité pour pouvoir espérer en tirer une subsistance régulière. Il ne leur reste pas d'autre solution que de travailler le plus rapidement possible hors de chez eux, et de miser sur le salariat agricole et l'exode temporaire pour se procurer le complément de vivres et d'argent dont ils ont besoin. Pour ceux-là, en toute hypothèse, l'avenir au village est très sombre. Ils vont peu à peu grossir les rangs de ceux qui cherchent en ville des perspectives de vie que la campagne ne leur offre plus. A l'opposé de ces laissés-pour-compte, quelques agriculteurs disposent du capital foncier nécessaire à l'utilisation des équipements modernes. Ils peuvent intensifier leurs pratiques techniques et obtenir des niveaux de production susceptibles

(13) Cl. Raynaud, *Synthèse des recherches multidisciplinaires menées à Maradi*, Université de Bordeaux II, 1980.

de dégager de réels profits. Ce sont les seuls à être vraiment en mesure d'innover et de prendre des risques. Il y a bien entendu un grand nombre de situations intermédiaires entre ces deux positions extrêmes, mais toutes tendent progressivement à se cristalliser autour de l'un de ces pôles. C'est ainsi que les périodes de famine jouent en quelque sorte le rôle de crible : frappant durement ceux qui sont les plus vulnérables, mais épargnant les plus forts ou leur fournissant même la possibilité de renforcer leur position. Comme toutes les grandes périodes de mutation technologique, la crise actuelle du Sahel est l'occasion d'une recomposition profonde de la société rurale. Faute de le comprendre, on risque de passer à côté d'une de ses dimensions essentielles et de proposer des remèdes qui ne fassent encore qu'accroître le fossé qui se creuse entre les différentes catégories sociales.

Même si c'est trop brièvement, signalons pour terminer ce qui constitue l'aspect le plus profond et le moins immédiatement perceptible de la dynamique dont nous venons d'esquisser ici les grandes lignes : la modification du système de valeur et du cadre de représentation du monde autour desquels fonctionnent les institutions. A l'effritement des structures de la parenté élargie et à l'extinction des cultes lignagers, qui en constituaient le ciment symbolique, correspond l'émergence d'un contexte idéologique radicalement nouveau qui rend pensable la notion de destin individuel et de concurrence — ce qui n'était pas le cas dans l'univers des structures traditionnelles. La gestation de ce nouveau système de représentation s'opère à partir d'un certain nombre de concepts qui plongent leurs racines dans le vieux fonds de pen-

sée traditionnel (la force, la fortune, la chance), mais c'est l'islam qui lui donne sa cohérence en permettant à chacun de se considérer comme une personne individuellement responsable face à Dieu et de se situer dans un univers largement ouvert au-delà des limites du terroir familial ou du village. Tout se passe comme si se réalisait de la sorte une harmonisation entre la nature des rapports sociaux qui se mettent en place au sein du monde paysan et le support idéologique qui leur donne un sens. Négliger la dimension culturelle du changement social serait une grave mutilation.

Au terme d'un constat où l'on a essayé de souligner, à travers l'exemple nigérien, ce qui fait à la fois la complexité et la cohérence de la crise que traverse actuellement l'agriculture sahélienne, peut-on formuler des recommandations ? Nous ne ferons que souligner ici quelques évidences qui s'imposent.

La première est qu'il faut traiter la situation pour ce qu'elle est : un déséquilibre écologique majeur qui exige une mutation globale des relations entre les groupes humains et leur milieu. Concrètement, cela veut dire qu'on ne peut espérer parvenir à des résultats durables à l'aide de quelques actions de bonne volonté ou de quelques recettes techniques que l'on essaierait de faire adopter ici ou là par les agriculteurs les plus entreprenants. La réponse au défi qui est posé doit se faire dans le cadre de plans cohérents qui identifient les contraintes et les potentialités du milieu, repèrent les intérêts sociaux en présence et dégagent à partir de là des priorités concernant la gestion des ressources naturelles.

La seconde est que, dans un contexte économique dominé par les mécanismes marchands, l'organisa-

tion du marché — approvisionnements, débouchés, prix, crédit — peut être le facteur d'incitation le plus actif ou au contraire le frein le plus puissant pour la transformation des systèmes de production. Le rapport des termes de l'échange entre les denrées agricoles et les moyens de production est crucial à cet égard. Plus que dans le financement de coûteux et lourds projets, l'aide internationale ne serait-elle pas mieux utilisée à maintenir une parité satisfaisante entre les différents niveaux de prix qui, à l'entrée et à la sortie, conditionnent l'équilibre économique de l'agriculture paysanne ? C'est une question qui mérite au moins d'être posée, même si les solutions pratiques ne sont pas toujours faciles à trouver.

Une troisième évidence, enfin, tient à la primauté des rapports sociaux : vrais enjeux du changement technique et économique. Après une phase d'outrecuidance technocratique, qui ne voyait dans les faits humains que des freins à lever pour mettre en œuvre une dynamique de progrès dont la souveraine logique s'imposait d'elle-même, on entend maintenant un autre discours dans la sphère des experts : celui de la nécessaire par-

ticipation des communautés de base à leur développement. Mais il risque de n'y avoir là qu'un slogan creux si l'on part d'une vision artificiellement homogène de la réalité sociale, si l'on néglige les contradictions profondes, les rapports de domination qui s'exercent, aussi bien à l'échelle de la communauté nationale qu'au sein même des sociétés locales. Cela signifie qu'il n'y a d'espoir pour le monde rural que si les classes dirigeantes réalisent que sa faillite définitive sera aussi la leur et que leur propre intérêt est désormais de tout faire pour faciliter la résolution de la crise actuelle, quitte à perdre certains privilèges de pouvoir ou d'argent. Cela veut dire aussi que des choix doivent être faits face aux disparités qui se creusent entre les différentes catégories de producteurs, sous peine de voir surgir bientôt des situations encore plus dramatiques que celles que l'on connaît aujourd'hui. On voit que c'est au bout du compte la vie politique dans son ensemble qui se trouve en question. C'est dire le chemin qui reste à parcourir entre l'analyse objective d'une situation et la mise en œuvre de solutions.

Claude Raynaud